

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

### Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"(...) En matière de défense et de sécurité, il y a un savoir-faire gabonais dont vous êtes (Ndlr : Forces de défense et de sécurité), chacune et chacun les dépositaires. Ce savoir-faire nous est enlevé".

### Marie-Madeleine Mborantso, présidente de la Cour constitutionnelle :

"Nous devons renforcer notre corpus juridique afin qu'il puisse porter nos objectifs environnementaux".

### Lucie Milebou Aubusson-Mboussou, présidente du Sénat :

"Oublions nos querelles pour une rencontre féconde (Ndlr : concertation politique), et ensemble bâtissons un édifice nouveau auquel nous aspirons, afin qu'aux yeux du monde et des nations amies, le Gabon immortel reste digne d'envie".

### Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale :

"Nous soumettrons incessamment une proposition de loi susceptible d'instaurer la parité, en favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats parlementaires".

### Rose Christiane Ossouka Raponda, Première ministre :

"La Patrie, c'est l'âme vivante du peuple gabonais. C'est le fil invisible qui nous relie tous, Gabonais d'ici ou compatriotes de la diaspora, citoyens de toutes origines, de toutes conditions et de toutes croyances".

### Général de division Serges Hervé Ngoma, Commandant en chef des Forces de police nationale (FPN) :

"(...) Le renforcement du maillage sécuritaire du pays est mis à mal par un important déficit en effectifs, qui limite considérablement l'efficacité escomptée de nos unités".

### Sébastien Ntoutoume, directeur général de l'Agence gabonaise de presse (AGP) :

"Dans la presse publique, les préoccupations restent toujours : la formation, le renforcement des capacités et l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnels".

# Révision du fichier électoral : "Gabon d'abord" tire la sonnette d'alarme

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

La plateforme citoyenne et patriotique "Gabon d'abord" a donné, le week-end écoulé une conférence de presse à son siège. Les opérations de révision du fichier électoral en prélude aux élections générales prévues dans quelques mois étaient au centre de cette communication.

Occasion pour Edmond Okemvele Nkogho, vice-président de "Gabon d'abord", d'inviter le gouvernement à revoir sa copie en la matière. (...) Nous attirons l'attention du gouvernement et de nos compatriotes sur les risques de manipulations qui planent sur les opérations de révision des listes électorales envisagées", a-t-il alerté. Objectif : éviter les violences post-électorales. Le nœud gordien, d'après la plateforme, réside dans le fait que la révision du fichier électoral est en passe de se dérouler "sans associer toutes les parties prenant part au processus".

Autre point d'achoppement, la décision du ministre de l'Intérieur Lambert-Noël Matha qui,



Photo : Jocelyn Abila

**Edmond Okemvele Nkogho interpelle le gouvernement sur la révision de la liste électorale.**

contrairement aux précédentes échéances électorales, a décidé que les opérations de révision du fichier électoral se dérouleraient désormais dans les mairies, gouvernorats et préfectures en lieu et place des salles de classe. Non sans rappeler qu'à la dernière présidentielle, la révision de la liste électorale s'est bel et bien déroulée dans les établissements

publics en période scolaire. "Gabon d'abord rejette l'alibi de l'année scolaire brandi par le ministère de l'Intérieur pour aller se confectionner des listes électorales en territoire conquis au sein des mairies, voire des préfectures dont il assure la tutelle", a clamé haut et fort l'ancien président du Conseil économique et social (CES) sous l'ère de feu Omar

Bongo Ondimba. Par ailleurs, l'orateur du jour n'a pas manqué de citer l'article 37 nouveau, alinéas 5 et 6 du Code électoral qui dispose que "la liste électorale est permanente". D'où sa révision, en principe annuelle. Or depuis de très longues années, ces opérations annuelles ne se déroulent pas comme l'exige la loi.

## La Semaine

### Quand les confessions religieuses se distinguent...

IL faut dire que l'année 2023 a vraiment démarré en fanfare, du point de vue de l'actualité. Que d'événements et autres faits ! De tout cela, on s'accorde pour dire que l'un des principaux rendez-vous a été la présentation des vœux au président de la République.

Mais avant d'y revenir, notons que parmi les autres sujets d'actualité de la semaine écoulée, il y a le martyre que vivent les populations des provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo, victimes de la suspension du trafic ferroviaire et du très mauvais état du réseau routier. On espère que les initiatives prises pour améliorer les routes qui mènent à ces régions vont enfin soulager ces populations...

D'aucuns auraient souhaité que nous nous attardions ici sur la mise en place de la plateforme "Alternance 2023" qui réunit plus d'une quarantaine de partis politiques de l'opposition, y compris ceux considérés comme étant de "l'opposition du pouvoir", et certaines structures de la société civile.

Soulignons seulement qu'avec le renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE), l'actuel étant désormais dissous par la Cour constitutionnelle, "Alternance 2023" qui se pose comme une alternative au pouvoir actuel, a là une première épreuve quant à sa solidité. Parce qu'il faudra que son directoire dirigé par la présidente de l'Union nationale (UN), Paulette Missambo, arrive à trouver des candidats consensuels pour représenter cette plateforme au sein du

CGE. On peut dire que "Alternance 2023" est déjà attendue à ce niveau. On ne nous reprochera pas de ne pas évoquer le cambriolage du siège de REAGIR, un parti politique qui peut se targuer d'avoir obtenu de la Cour constitutionnelle la décision de mettre fin aux pouvoirs du bureau du CGE...

Pour revenir à la présentation des vœux au chef de l'Etat, d'aucuns notent que tout se serait passé dans une ambiance de monotonie marquée par des convenances du "politiquement correct" si les confessions religieuses n'avaient pas été programmées parmi les intervenants. Leur porte-parole, Mgr Jean-Patrick Iba-Ba, a su exprimer plusieurs préoccupations réelles des populations en ce moment. Qu'il s'agisse de la vie chère, des conditions exécrables de détention dans nos prisons, de la situation dans l'enseignement scolaire et universitaire, etc., l'archevêque de Libreville n'a pas fait dans la langue de bois. Mieux, traduisant les inquiétudes de nombre de Gabonais quant aux craintes des lendemains électoraux tumultueux et dramatiques comme en 2016, Mgr Iba-Ba a prôné une grande transparence dans la préparation des élections. "Monsieur le président de la République, préserver la paix c'est prendre en compte la volonté de tous les Gabonais", a-t-il dit.

ONDOUBA'NTSIBAH